

Pari. Nicolas Sarkozy entame une campagne éclair. Surprises et provocations au programme.

PAR SYLVIE PIERRE-BROSSOLETTE

«**Q**uand je traverserai la rue...» C'était il y a cinquans, place Beauvau, au coin de la rue du Faubourg-Saint-Honoré—qui abrite l'Elysée—, sous la présidence de Jacques Chirac. Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, semblait certain de lui succéder. Aujourd'hui, il sait qu'il existe pour lui un risque, dans trois mois, d'avoir à franchir le porche de l'Elysée dans l'autresens. En étant à nouveau candidat, il entame son ultime combat. Même s'il en sortait vainqueur, la Constitution lui interdirait de briguer un troisième mandat. Mais, cette fois-ci, il n'est pas sûr de son fait: «*Cesera du 50-50*», estime-t-il, tout en estimant en son for intérieur qu'il sortira gagnant de la compétition. On ne l'aime plus? Il suffit d'être préféré. L'*«autre»*, comprenez François Hollande, ne parvient décidément pas à lui faire peur, à tort ou à raison.

«*Comme toujours, je gagnerai seul!*» Cette exclamation du président en dit long sur le climat dans lequel il se bat. La fin de règne, difficile, est propice à toutes les vraies-fausses trahisons; beaucoup de fidèles se «recasent», ne misant pas sur un avenir radieux pour le président; les doutes sur le bilan affleurent, y compris de la part de membres du gouvernement; la relève socialiste se prépare dans chaque ministère et les sondages, jour après jour, annoncent la défaite du président sortant. On peut rêver meilleure base de départ.

Le chef de l'Etat compte sur son entrée en campagne pour faire la différence. Ce battant va jouer le tout pour le tout, en proposant des réformes audacieuses pour adapter la France à un monde nouveau. Et

en se positionnant à droite, pour mieux récupérer les électeurs d'une Marine Le Pen dont on ne sait encore si elle pourra concourir. La tonalité des propositions faites dans *Le Figaro Magazine* et le choix même de cet hebdomadaire pour s'exprimer sur ses «Valeurs pour la France» en disent long sur sa stratégie. Elle consiste à faire d'une pierre deux coups: déstabiliser la gauche sur ses points faibles (en

lui reprochant notamment de vouloir démanteler la politique familiale ou de faire voter les étrangers) et reconforter les électeurs de droite, surtout ceux tentés par le Front national. Un objectif de premier tour qui a sa logique mais recèle ses dangers. Comment rassembler, in fine, si l'on a trop choqué au départ? Comment empêcher une fuite des élus les plus progressistes vers François Bayrou, qui appelle

ÉLODIE GREGOIRE/REA

déjà tous les humanistes à le rejoindre? Comment motiver une équipe de campagne en partie interloquée et saisie par le doute sur les orientations du chef?

Taper très fort. «*S'il ne renverse pas la table sur tous les sujets, il est mort.*» Ainsi un fidèle explique-t-il le parti pris de Nicolas Sarkozy. En tapant très fort, il retrouve la maîtrise du débat. «*Les discussions*

se font autour de ses propositions, affirme Brice Hortefeux. Il domine le terrain des idées. Il asphyxie les autres candidats. En 2007, il incarnait la rupture. Aujourd'hui, il est le champion de la réforme contre l'immobilisme. Les propositions de Hollande en matière de sécurité, par exemple, c'est zéro.» Foi d'un ancien ministre de l'Intérieur. La cible principale est bien évidemment le candidat socialiste. Ce dernier serait

En campagne. Nicolas Sarkozy s'apprête à visiter, le 14 février, à Bourgoin-Jallieu (Isère), l'usine Photowatt en compagnie d'Eric Besson, ministre de l'Industrie, et d'Henri Proglio, patron d'EDF, repreneur de l'entreprise.

un homme dépassé, cherchant à présider une République normale, comme si de rien n'était, comme si la crise n'existait pas. Lors de son débat d'entre les deux tours avec François Mitterrand, en 1981, Valéry Giscard d'Estaing avait qualifié son adversaire d'*«homme du passé»*. Celui-ci lui avait répondu du tac au tac: «*Et vous, vous êtes l'homme du passif!*» Sarkozy veut éviter que, de même, on lui ■■■

Le dernier combat

■■■ renvoie à la figure son bilan, considéré négativement par une majorité de Français. Alors, il détourne l'attention en clivant le débat et en se projetant dans l'avenir. « On entre dans un monde vraiment nouveau, dit-il. Veut-on le regarder en face et imprimer notre marque ou privilégier la république des petits arrangements et des clientèles ? C'est pas en faisant la tournée des popotes qu'on prépare la France à l'avenir. » Monsieur « Popotes », c'est bien sûr le député de la Corréze, l'homme des compromis et des synthèses, un socialiste qui en serait resté aux conceptions sociales-démocrates du siècle dernier, alors que ses propres collègues de gauche en Europe ont depuis longtemps fait leur mue. De Blair à Schröder en passant par Gonzalez et tant d'autres, la comparaison serait accablante pour Hollande, qui se contenterait de manier encore les vieilles recettes.

Nicolas Sarkozy, lui, veut de l'audace, encore de l'audace,

toujours de l'audace. Son équipe se défend de voir dans l'entretien au *Figaro Magazine* un classique virage à droite. « D'abord, explique Franck Louvrier, son chargé de communication, Sarkozy n'a jamais été de gauche. Il n'est pas plus à droite aujourd'hui que ce qu'il a toujours défendu. Le référendum ? C'est pas nouveau chez lui. Il en est adepte, il l'a beaucoup pratiqué, même si c'était localement, en Corse, aux Antilles et en Guyane. Le président pense qu'il faut l'utiliser non sur les sujets qui divisent, comme l'éducation, mais sur des questions encalminées par les corps intermédiaires et les corporatismes. » « Savoir comment on s'occupe des immigrés n'est ni de droite ni de gauche. D'une manière générale, que l'on aborde les questions sans tabou ne me choque pas. Les gens n'en peuvent plus du laxisme », commente Hortefeux. « On fait une erreur d'analyse en pensant à une stratégie droitrière du président, juge Guillaume Peltier, le jeune Monsieur Sondages de l'UMP. Proposer des référendums et

« Proposer des référendums et des valeurs, c'est rassembleur et populaire. (...) Sarkozy veut créer un clivage entre les élites et le peuple. »

Guillaume Peltier

des valeurs, c'est rassembleur et populaire. L'hostilité au mariage homosexuel et à l'euthanasie, cela plaît aussi au centre démocrate-chrétien. Sarkozy veut créer un clivage entre les élites et le peuple. Lui veut parler au nom du peuple. Jusqu'ici, seuls Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et François Bayrou ont pris cette posture. »

Propositions chocs. Dans les jours qui viennent, le désormais candidat va préciser sa pensée dans de nombreux domaines, avec, chaque fois, des propositions chocs à la clé. En matière de formation professionnelle, par exemple, il ne se contentera pas de proposer un référendum pour la rendre obligatoire pour les chômeurs. « Il veut repenser toute la philosophie du système de protection sociale français », affirme un de ses conseillers sur le fond. Il s'agirait moins d'imiter les mesures de Schröder que de passer à une organisation à la scandinave, à la danoise, où il existe un système de droits et de devoirs,

FERRI



contraignant chacun à se reconvertir en permanence. Le président-candidat ira également plus loin en matière régaliennne, notamment au sujet de l'immigration. Dans tous les domaines, il évoquera la nécessité de respecter une éthique de responsabilité, multipliant les avancées, bousculant son adversaire, imposant ses thèmes, si controversés fussent-ils. Rien n'est exclu, même pas des propositions « de gauche » susceptibles de tourner la tête de son adversaire.

Peut-il réussir une seconde fois à incarner le changement alors qu'il est sortant ? On connaît l'adage : « Bis repetita non placent ». En 2007, Nicolas Sarkozy avait réussi à faire oublier qu'il était ministre de la majorité sortante, se construisant en opposition à Jacques Chirac. Et en évoquant soigneusement, lorsqu'il donnait un coup de barre à droite comme sur l'identité nationale, les mânes de grandes figures de la gauche comme Jaurès, il équilibrait – certes, façon pâté d'alouette – les symboles des deux camps. Aujourd'hui, sa ligne semble plus inspirée par Patrick Buisson, le conseiller à qui il doit, pense-t-il, son élection en 2007, que par Henri Guaino, plume des envolées lyriques et républicaines (voir article p. 48). L'idée est

toujours d'obtenir le score le plus fort possible à l'issue du premier tour, voire de dépasser François Hollande, en captant toutes les voix de droite. Tant pis pour le centre, il attendra l'entre-deux-tours. Si Nicolas Sarkozy parvenait à établir un nouveau rapport de forces avec le candidat socialiste grâce à un bon résultat le 22 avril, l'histoire du 6 mai, croit-il, s'écrit autrement. C'est un pari dangereux, mais il estime ne plus avoir le choix. Le retour à des valeurs traditionnelles, voire « réacs » – ses adversaires l'accusent de flirter dangereusement avec le triptyque travail, famille, patrie –, peut susciter des poussées d'urticaire dans une partie de son électorat. Mais, plus que jamais, Sarkozy pense à Foch à la bataille de la Marne. En paraphrasant à peine les propos du général en septembre 1914, le président pourrait dire : « Ma gauche me lâche, mon centre décampe, ma droite doute, situation excellente. J'attaque. »

Il houspille sans ménagement les troupes qui lui restent. Au conseil des ministres du 25 janvier, il déclare en fin de réunion devant des membres du gouvernement tétanisés : « J'ai regardé le tableau des déplacements des ministres. Certains ne voyagent pas suffisamment. Qu'attendez-vous pour aller sur le terrain ? »

Audacieux.

Le président sortant (ici, le 13 février, en déplacement à Issy-les-Moulineaux) veut incarner la volonté réformatrice, contre l'immobilisme supposé de François Hollande.

Quand Boutin se rallie

Christine Boutin a décidé de soutenir Nicolas Sarkozy, renonçant à se présenter elle-même à l'élection présidentielle. Elle estime que le chef de l'Etat s'est exprimé dans le bon sens au *Figaro Magazine* : « Il rejoint les valeurs que je porte. » Son Parti chrétien-démocrate va donc faire alliance avec le président-candidat.

Exactement neuf d'entre eux étaient visés. Ad'autres il reproche de faire du zèle. Il a fortement critiqué, lors d'une réunion avec les dirigeants de l'UMP stupéfaits, Laurent Wauquiez pour s'être mis en avant dans le sauvetage de Lejaby. « Il ne savait rien du montage financier. Il s'est agité en se faisant plaisir. » Il a également conseillé à la cellule riposte de l'UMP de ne pas se faire de pub dans les journaux. Bref, la nervosité gagne le candidat. Son jugement est parfois sévère. Ainsi, il a confié à un ancien ministre la déception que lui causait son équipe : « Mon gouvernement est nase, en dehors de Juppé et Guéant. Les quadras, je leur ai pourtant donné toutes leurs chances. » Quant aux actuels ou ex-outsiders, il affirme ne pas vouloir s'abaisser à négocier avec eux : « Je ne veux pas traiter avec les Borloo, Morin, Villepin... Je ne récompenserai que ceux qui me soutiennent spontanément. »

Suites judiciaires. Il y a le stress d'une entrée officielle en campagne ; la conscience de la difficulté à inverser une tendance lourde de rejet personnel ; l'inquiétude, peut-être aussi, des suites judiciaires de l'affaire Woerth (voir article p. 51). Si le recel pour lequel l'ancien ministre du Budget est mis en examen concernait le financement illégal, l'Elysée aurait du souci à se faire. Quand il y a recel, il y a un auteur principal, comme on dit en jargon juridique. Si Nicolas Sarkozy n'était pas réélu, il ne serait plus couvert par l'immunité présidentielle et aurait sans doute à répondre aux juges de Bordeaux sur le financement de sa campagne électorale de 2007. On n'en n'est pas là. Il y a d'abord une longue campagne à mener. Elle se terminera peut-être sur une victoire du sortant. « Vous êtes loin d'avoir perdu », a confié récemment un responsable de gauche à un proche de Sarkozy, lequel admet : « On a toutes les raisons de perdre, sauf qu'avec Nicolas rien ne se passe jamais comme avec tout le monde. » Si c'était le cas, Nicolas Sarkozy n'aurait pas à repasser avant cinq ans le porche de l'Elysée dans le mauvais sens... ■

ÉLODIE GRÉGOIRE/REA

FERRI

Hollande et Sarkozy confortés par leurs troupes

Sondage. Marine Le Pen recule sur deux créneaux stratégiques.

PAR SYLVIE PIERRE-BROSSOLLETTE

Les deux «grands» bétonnent. Vaillle que vaillle, Nicolas Sarkozy solidifie son camp. Certes, il ne fait pas de bond spectaculaire ce mois-ci, sa cote restant à un niveau très bas. Mais il grappille 2 points et, surtout, il enregistre un excellent score chez les sympathisants UMP: avec 87% (+7 depuis janvier), il atteint son plus haut niveau depuis août 2009. Son action de

reconquête porte ses fruits, même si 29% des électeurs du second tour de 2007 ont une mauvaise opinion de lui. Signe positif, la quasi-totalité des personnalités de droite voient leur cote progresser à l'UMP: Alain Juppé (+10), qui prend la tête de ce palmarès interne à la majorité, François Baroin (+13) ou Claude Guéant (+11) sont confortés, les récentes polémiques n'ayant pas troublé—ou ayant peut-être favorisé—leur progression.

François Hollande connaît le même genre d'évolution: s'il perd 4 points au classement général, il bat son record de popularité chez les sympathisants socialistes, avec 89% (+2). Il recueille également une majorité d'opinions favorables auprès

des électeurs de François Bayrou (à titre de comparaison, seuls 28% de ceux-ci approuvent l'action de Nicolas Sarkozy).

Les deux outsiders marquent le pas. Si Bayrou fait le plein au MoDem et gagne 11 points à l'UMP, il en perd 10 au PS après ses propos sur le naufrage qu'entraînerait le programme de Hollande. Mais c'est Marine Le Pen qui perd le plus de terrain. Elle recule auprès des sympathisants UMP (-10) et chez les plus de 60 ans, peut-être rebutés par la présence de la présidente du FN à un bal d'extrême droite à Vienne. Toutes ces évolutions recoupent celles des intentions de vote recueillies jusqu'ici. Mais tout peut encore bouger avec l'entrée en lice officielle de Sarkozy ■

Baromètre Ipsos/Le Point Quel jugement portez-vous sur l'action des personnalités politiques suivantes ?

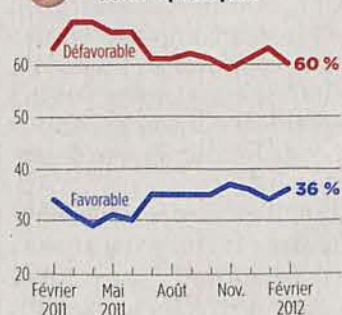
SÉGOLÈNE ROYAL +5

La présidente de la région Poitou-Charentes enregistre une jolie hausse aussi bien auprès de l'ensemble des Français que chez les sympathisants socialistes: avec 60% (+7) au PS, elle passe de la septième place à la quatrième, derrière François Hollande (89), Martine Aubry (79) et Bertrand Delanoë (71). Sa forte présence médiatique et son soutien à son ex-compagnon ne sont sans doute pas étrangers à ce regain de bonnes opinions.



	% FAVORABLE	% DÉFAVORABLE	RAPPEL % FAVORABLE JANVIER 2012	RAPPEL % DÉFAVORABLE JANVIER 2012
-1 François Bayrou	55	31	56	35
-4 François Hollande	52	40	56	38
-2 Alain Juppé	51	37	53	38
-3 Bertrand Delanoë	48	33	51	35
-3 Christine Lagarde	48	37	51	37
+3 Frédéric Mitterrand	48	38	45	41
+2 Martine Aubry	47	43	45	48
-1 Jean-Louis Borloo	46	37	47	42
+2 Rama Yade	46	38	44	42
-2 Jack Lang	42	42	44	43
+1 Jean-Luc Mélenchon	38	42	37	43
-3 Manuel Valls	37	31	40	32
+1 Daniel Cohn-Bendit	37	41	36	44
+1 Nathalie Kosciusko-Morizet	35	34	34	40
+5 Ségolène Royal	35	55	30	64
+1 Arnaud Montebourg	34	39	33	43
+3 François Baroin	32	40	29	45
= Michèle Alliot-Marie	32	51	32	55
-3 Dominique de Villepin	32	54	35	56
-1 Xavier Bertrand	30	46	31	48
+3 Roselyne Bachelot	30	57	27	62
-2 Valérie Pécresse	29	45	31	46
= Jean-François Copé	29	50	29	55
+5 Eva Joly	29	58	24	64
-4 Marine Le Pen	28	66	32	63
-3 Pierre Moscovici	27	34	30	33
-1 Benoît Hamon	27	35	28	36
+1 Luc Chatel	27	42	26	45
-7 Laurent Fabius	27	52	34	49
+1 Dominique Strauss-Kahn	27	61	26	66
= Cécile Duflot	26	38	26	42
-1 Bruno Le Maire	22	32	23	34
= Laurent Wauquiez	22	34	22	38
+2 Claude Guéant	22	55	20	56
-5 Hervé Morin	19	50	24	45
-3 Brice Hortefeux	19	63	22	65

+2 PAR RAPPORT À JANV. 2012 Quel jugement portez-vous sur l'action du président de la République ?



-2 PAR RAPPORT À JANV. 2012 Quel jugement portez-vous sur l'action du Premier ministre ?



Enquête réalisée sur un échantillon national représentatif de la population française de 974 personnes âgées de 18 ans et plus, interrogées par téléphone les 10 et 11 février 2012. Méthode des quotas.

PATRICK BERNARD/ABACA - AFP

La revanche d'Emmanuelle Mignon

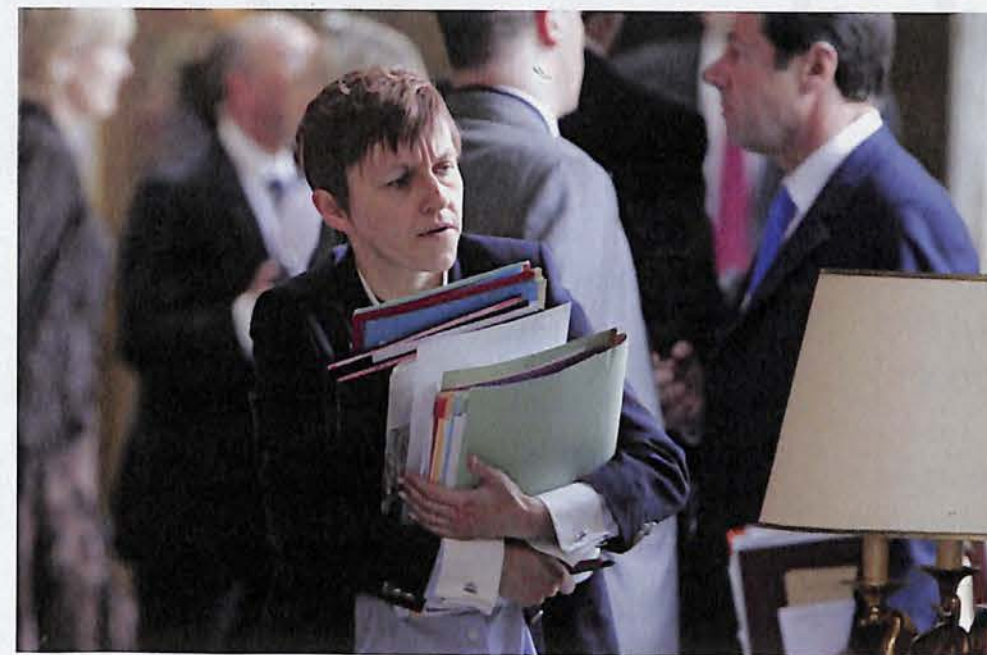
Cerveau.

Comme en 2007, elle sera au cœur de la campagne de Sarkozy.

PAR SAÏD MAHRANE

Le «nègre» de Nicolas Sarkozy, c'est elle. Elle, Emmanuelle Mignon, 43 ans, qui, depuis une dizaine de jours, travaille inlassablement à l'écriture du prochain livre (ou livret) du président de la République. A peine revenue dans l'équipe sarkozienne, après une expérience mi-figue mi-raisin chez EuropaCorp, la boîte de Luc Besson, voilà déjà notre pure Sarkozy girl en surchauffe. Outre ce travail éditorial ô combien stratégique, elle n'a en rien abandonné de ses dossiers siglés Conseil d'Etat. Il serait cependant injuste de réduire cette bûcheuse, ancienne major de l'Ena, à ce seul rôle de gratte-papier: comme en 2007, elle sera une pourvoyeuse d'idées et d'argumentaires au service de Sarkozy, mais, cette fois-ci, sans aucun intermédiaire entre le candidat et elle. C'était une exigence. Pour accomplir au mieux sa mission, elle s'est dotée d'une petite équipe, comme ce fut le cas en 2007, cependant moins pléthorique. Quand on lui fait remarquer l'importance de son rôle dans la victoire de «Sarko»—comme elle le surnomme systématiquement—, elle refuse ce mérite: «Vous m'accordez beaucoup trop d'influence.»

Que Claude Guéant soit désormais hors du dispositif de campagne n'est pas pour lui déplaire. Son départ de l'Elysée, en mai 2010, s'explique par l'omniprésence de l'ancien secrétaire général, qui n'hésitait pas à dénaturer, sinon à bloquer, les notes du directeur de cabinet qu'elle était. Pour ajouter



à l'humiliation, le cerveau de la campagne de 2007 a été relégué dans un obscur bureau situé dans une aile de l'Elysée et non dans le corps central, au plus près du chef de l'Etat. C'en fut trop pour ce petit bout de femme à la poigne ferme et aux méthodes frontales, mais aussi souriante. «Mon rôle, ici, consiste à compter les gommages et les crayons...», soupirait-elle, amère.

Défi. Le président lui a fait maintes propositions de recasement: un fauteuil au Conseil constitutionnel, le poste de secrétaire générale du gouvernement, un secrétariat d'Etat (à la Communication)... Mignon a refusé, aucune envie de s'«enterrer» si jeune. Son destin ne sera pas celui d'une vulgaire disgraciée. Promue, en 2010, chevalier de la Légion d'honneur, elle n'a jamais rompu le lien avec le président, le voyant au moins une fois par an à l'Elysée, malgré ses changements de cap intempêtes et les déceptions, qu'elle gardera pour elle. Et malgré, aussi, la nomination de Guéant à l'Intérieur, qu'elle redoutait. Elle a aimé le Sarkozy libéral, décomplexé, capa-

Cheftaine. Même si elle ne fait pas l'unanimité à l'UMP, cette pourvoyeuse d'idées a obtenu de n'avoir aucun intermédiaire entre le président et elle.

Que Claude Guéant soit désormais hors du dispositif de campagne n'est pas pour déplaire à cette femme à la poigne ferme et aux méthodes frontales.

ble de défendre des idées, au risque de l'impopularité. Elle a moins aimé le Sarkozy «hors sol» du milieu de quinquennat, pour qui un sondage vaut une conviction.

Faute d'obtenir l'accord de René Ricol pour la fonction de directeur de campagne, Nicolas Sarkozy a donc songé à elle, même si son nom ne fait pas l'unanimité auprès de quelques pontes de l'UMP, qui ne l'ont pas trouvée très performante au moment de la réforme des institutions de 2008.

Si, finalement, l'ancien professeur de droit public à Sciences po, qui eut pour élève Rama Yade, a accepté, c'est moins par courtoisie—pas son genre—ou par affection pour le président que par «défi», un sens hérité du scoutisme de ses plus jeunes années. En outre, elle n'a pas été insensible à la pression de ses aînés, Henri Guaino, la plume gaulliste, et, surtout, Patrick Buisson, le «Monsieur Opinion», avec lequel elle partage une forte foi catholique, qui ont plaidé pour son retour au sérail. De toute façon, elle ne se voyait «pas bosser pour un autre politique que «Sarko»», comme elle le dit elle-même ■

LUDOVIC/REA

Guaino-Buisson, duel au sommet

Influence. Les deux conseillers de Sarkozy se détestent. Et rivalisent pour imposer leurs idées au président-candidat.

PAR SAÏD MAHRANE

Il est seul au milieu de la «*meute bien-pensante*» des journalistes. D'un pas incertain, cet homme au crâne lisse traverse le vestibule de l'Élysée, le regard perdu sur ses chaussures. Un épais dossier sous le bras, il monte l'escalier central menant tout droit au bureau de Nicolas Sarkozy, saluant les huisiers en faction. Nous sommes le mardi 31 janvier, jour des vœux du président de la République à la presse. Comment ne pas se remémorer cette remarque d'un ancien ministre: «*Est-ce que Patrick Buisson dispose d'un bureau à l'Élysée? Oui, celui du président.*»? Comment mieux dire l'influence de cet étrange conseiller, patron du cabinet d'études Publiftact, «*idéologue de surcroît*» – comme le note un de ses contempteurs – dans le dispositif présidentiel?

A quelques semaines du premier tour de l'élection suprême, le directeur de la chaîne Histoire est plus que jamais à l'œuvre. Le temps est à l'idéologie, clivante par nature, et non plus aux seules lectures de sondages. L'exposé de concepts visant à séduire l'électorat frontiste, courbes et graphiques à l'appui, c'est son truc. Sarkozy en est friand et tout ce qui vient de la bouche de Buisson lui est prodigué sur le mode du tutoiement. L'interview du *Figaro Magazine*? Buissonnienne, bien sûr.

A l'exception de Xavier Musca et de Franck Louvrier, hors concours, aucun des autres conseillers ne cherche à contester le standing flatteur de l'ancien journaliste de *Minute*. Aucun, à l'exception d'Henri Guaino. Soyons clair: ces deux intellectuels, qu'on imagine bien se mouvoir dans un décor de l'entre-deux-guerres, se détestent. Chacun veut être le donneur de «*la*» de la campagne. Et la lutte d'ego a fini par dégénérer en rivalité politique.

Cris et chuchotements. Henri Guaino, gaulliste social ascendant séguiniste, est peut-être l'un des derniers à si bien parler de la République et de ses vertus. Chez le conseiller spécial du président, ours mal léché qui ne craint pas le feu médiatique, ça bouillonne toujours en profondeur contre les marchés, la finance folle et le supranational. Faire semblant, il ne sait pas. D'où le reproche que lui font certains de ne pas être assez politique – comprendre: filou et calculateur. «*Henri est un de mes plus proches conseillers, confie Nicolas Sarkozy. C'est un grand intellectuel et c'est bien qu'il dise ce qu'il a à dire. Il a toujours voté non à l'Europe, mais je considère qu'il a évolué de ce point de vue. Il a découvert certaines réalités lors des différents sommets.*»

Patrick Buisson, chez qui le cerveau commande plus que les tripes,

savoure davantage l'obscurité. Exilé loin du petit milieu parisien, qu'il juge avec sévérité, il ne quitte son bureau de TFi que pour se rendre à l'Élysée, conspirer dans des lieux secrets en compagnie de jeunes amis membres de cabinet ministériel ou pour regagner son domicile du 17^e arrondissement. Ce fervent catholique ne reconnaît plus la France, où l'islam gagne du terrain, les villes se métissent, la faute à Schengen et à l'immigration familiale. Il fustige l'unanimité «*Black-Blanc-Beur*», la religiosité de basse époque et l'affaiblissement des valeurs. Sur les civilisations qui ne se valent pas, Claude Guéant, selon lui, a dit «*ce que veulent entendre les Français*».

Le président: «*Buisson, je le connais depuis 2003. L'homme est un des plus fins que je connaisse. Il est très intelligent et il m'apporte beaucoup.*» Le spécialiste des sondages est-il pour autant son gourou, comme on le dit? Nicolas Sarkozy se montre soudain beaucoup moins suave: «*Ai-je une fois dans ma vie été "mentoré"?*»

Bouillonnant. Henri Guaino, ici à l'Élysée, «*fera le grand discours de la campagne*», pronostique un proche du président.



ÉLODIE GRÉGOIRE/RÉA - LUDOVIC/RÉA



Buisson susurre ses théories à l'oreille du président quand Guaino, lui, les clame. Même ascension par l'école, même détestation des élites, les deux séides de Sarkozy divergent sur les orientations: celui dont le père fut maurassien attend du candidat-président qu'il s'adresse en priorité aux classes populaires; Guaino, lui, prône le renouement avec la France du non, spectre plus large. Le premier suggère d'être d'abord sur le régalién, la sécurité, l'immigration et d'exalter l'identité française, quand le second considère qu'il n'est pas de politique sérieuse sans un discours économique et social. «*Il faut châtier les voyous, certes, mais rien n'empêche de poser la question des parents et de l'école*», a coutume de répéter le conseiller spécial, inspirateur du grand emprunt et de l'idée d'une taxation sur les transactions financières, qui avait qualifié d'«*erreurs*» le débat sur l'identité nationale et le discours de Grenoble. «*Il est illusoire de*

Dans l'ombre. Patrick Buisson, salué par le président sur le parvis des Invalides, a pour l'instant gagné la bataille des idées.

Au gré des séquences, le pragmatique et si peu doctrinaire Nicolas Sarkozy s'approvisionne chez l'un ou l'autre de ces deux «détaillants» en idéologie.

penser qu'on peut gagner sur l'économie», s'agace pour sa part l'ancien rédacteur de *Minute*, dont le souverainisme, selon une de ses vieilles connaissances, n'«*est ni dans le charnel ni dans la souffrance populaire*».

Au gré des séquences, le pragmatique et si peu doctrinaire Nicolas Sarkozy s'approvisionne donc idéologiquement chez l'un ou l'autre de ces deux «détaillants», qui ne se croisent qu'à l'occasion de réunions organisées à l'Élysée. En apparence, ils ne laissent rien transparaître de cette haine réciproque. Il n'est même pas rare de voir Buisson taquiner publiquement Guaino sur le thème de «*l'Etat, encore et toujours l'Etat!*». Faussement détaché, l'ancien soutien de Philippe de Villiers n'hésite pas à faire sa promotion auprès des quelques journalistes auxquels il aime distiller ses analyses. A l'en croire, les plus mauvaises années du quinquennat (selon lui, de 2007 jusqu'aux régionales) coïn-

cident avec sa relative mise en retrait. Fait rare: à l'automne dernier, il eut droit à une vive remontrance du président, alors en pleine stratégie de «*représidentialisation*», pour avoir évoqué dans un journal la campagne présidentielle à venir. S'agissant des piques contre Guaino, Buisson laisse faire ses petites mains de l'UMP et des cabinets ministériels, qui répandent dans la presse des «*échos*» hostiles au conseiller spécial. Récemment, devant le secrétaire général de l'Élysée, les deux rivaux ont eu l'occasion de s'en expliquer.

Laïque et catho. A l'Élysée, pour affaiblir l'héritier de Philippe Séguin, Buisson n'a eu de cesse, ces derniers mois, de faire l'éloge de Camille Pascal, l'autre grande plume du Château, catholique lui aussi, auprès de Nicolas Sarkozy. En mars 2011, le discours du Puy-en-Velay, écrit par Pascal, qui devait être initialement un texte sur le patrimoine séculier et spirituel, est devenu un dithyrambe des racines chrétiennes de la France. Guaino le laïque a vu rouge. Aussi, quand le président lui demanda de retravailler le discours de Pascal sur le 600^e anniversaire de Jeanne d'Arc, beaucoup trop long, le conseiller spécial y introduisit la notion de «*Jeanne laïque et républicaine*», qui ne sera plus seulement catholique. «*Henri ne doit pas s'inquiéter*, estime un proche du chef de l'Etat. *Pour Nicolas, Henri, c'est la famille, il est indéboulonnable. C'est lui qui fera le grand discours de la campagne présidentielle. Et puis, combien de fois ai-je vu Buisson insister sur des idées et le président les refuser...*»

Reste que Buisson a, indéniablement, gagné la bataille des idées. Guaino, lui, se contentera des mots. Est-ce que Sarkozy lui demandera de mettre en musique la pensée buissonnienne? Un vrai problème pour le conseiller spécial, qui disait un jour, au sujet de l'extrémisme en politique: «*Il ne faut jamais pousser trop loin une idée. Le christianisme est une religion d'amour, mais si on la pousse trop loin, on va jusqu'à l'Inquisition.*» ■



Combattant. George Bush a fondé toute sa campagne sur la peur et la menace terroriste. Ici, en visite au camp de Pendleton, en décembre 2004.

Le modèle Bush

Stratégie. En 2004, Bush était mal parti, mais il s'est fait réélire. De quoi intéresser Nicolas Sarkozy.

PAR HÉLÈNE VISSIÈRE

Nicolas Sarkozy n'aurait pas l'Allemand Gerhard Schröder pour seul modèle. Il s'inspirerait aussi, plus discrètement, de George Bush Jr dans sa campagne, en 2004, contre John Kerry. Après quatre ans de présidence, Bush était au plus bas dans les sondages. Il fit une campagne populiste, très dure et, finalement, gagnante, que certains conseillers suggèrent à Sarkozy d'imiter. Comme Bush s'était appuyé sur les peurs suscitées par le 11 septembre 2001, Sarkozy, lui, s'appuierait sur la crise.

D'emblée, l'équipe de campagne de George Bush lance un spot télé saisissant, en 2004. On y voit une forêt sombre au milieu de laquelle surgit un loup. « Dans un monde de plus en plus dangereux, même après la première attaque terroriste contre l'Amérique, John Kerry et les gauchistes du Congrès ont voté pour réduire de 6 milliards de dollars le budget des services de renseignement », entonne une voix sur fond de musique inquiétante. « Des coupes si drastiques qu'elles auraient affaibli les défenses de l'Amérique. Et la vulnérabilité attire ceux qui attendent le moment d'attaquer l'Amérique », alors qu'une meute de loups s'avance, menaçants, vers la caméra. En clair, John Kerry est une mauviette et, si vous votez pour lui, les commandos suicide d'Al-Qaeda vont envahir le pays. Effet garanti.

Aidé par son stratège Karl Rove, le président met au point une campagne brutale qui joue sur les peurs. A longueur de discours, il ne cesse

Comme Bush s'était appuyé sur le 11 septembre 2001 pour sa campagne, Sarkozy, lui, s'appuierait sur la crise.

de marteler que John Kerry, son adversaire démocrate, est un faible qui n'a pas la carrure d'un commandant en chef. Si nous faisons le mauvais choix le 2 novembre, va jusqu'à clamer Dick Cheney, le vice-président, « le danger est que nous allions être attaqués de nouveau ».

Tout est bon pour attiser les peurs, même créer de fausses menaces. A plusieurs reprises, Bush agite le spectre d'un attentat terroriste sans la moindre preuve concrète, selon un livre d'un ancien de l'administration. Début août 2004, par exemple, quelques jours après la convention démocrate, la Maison-Blanche annonce un niveau d'alerte Orange, qui correspond à un risque très élevé, dans plusieurs grandes villes. On apprendra plus tard que ces prétendues menaces sont fondées sur des renseignements vieux de quatre ans. Mais cela monopolise l'attention des médias, qui ne parlent plus de John Kerry.

Offensive. L'équipe du président ne s'arrête pas là. Par l'intermédiaire des Swift Boat Veterans for Truth, un groupe d'ex-militaires républicains, elle lance une offensive d'une violence inouïe pour démolir John Kerry en appliquant une des recettes favorites de Rove : attaquer les points forts de l'adversaire. Kerry est un héros décoré de la guerre du Vietnam. Les Veterans for Truth s'en prennent à ses exploits militaires, l'accusent d'avoir exagéré ses faits de guerre, mettent en question la légitimité de ses médailles... et réussissent, malgré l'absurdité des accusations, à le décrédibiliser.

Plus important encore, George Bush cultive méthodiquement le soutien de la base conservatrice religieuse qui a boudé les urnes en 2000. Il organise un énorme effort de mobilisation sur le terrain des évangéliques par le biais du réseau des temples et promeut des thèmes qui leur sont chers, comme l'opposition au mariage homosexuel et à l'avortement. Une stratégie habile, puisqu'il recevra 78 % du vote évangélique, soit 10 points de plus qu'en 2000 ■

PAUL J. RICHARDS/AFP



Comment les juges le ciblent

Révélations. Ce que disent les dossiers qui menacent le chef de l'Etat. Et ce qu'ils ne disent pas.

PAR HERVÉ GATTEGNO

C'est un proche du chef de l'Etat qui l'affirme : « Pour la présidentielle, les adversaires ne seront pas seulement des politiques. Les juges non plus ne lui feront pas de cadeau. » A l'Elysée, le suivi des dossiers judiciaires sensibles fait partie des figures imposées ; mais, en cette fin de quinquennat, le degré d'alerte atteint son maximum. La vigilance frôle la paranoïa. Ces derniers mois, les enquêtes sur l'affaire Bettencourt, l'attentat de Karachi ou l'identification des sources des journalistes du Monde ont confirmé l'insistance des magistrats à conver-

gervers le pouvoir sarkozyste. Aussi les hommes du président en sont-ils persuadés : avant la campagne officielle, les coups peuvent encore pleuvoir.

La double mise en examen d'Eric Woerth, la semaine dernière, n'a fait que confirmer les craintes de l'Elysée. L'ex-ministre du Budget est poursuivi pour « trafic d'influence passif », en raison du recrutement de son épouse dans une société chargée de gérer les investissements de Liliane Bettencourt. Il est surtout mis en cause pour le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, dont il était le trésorier. Pour avoir tenu les comp-

Alerte. Nicolas Sarkozy et Eric Woerth le 3 décembre 2008 dans l'Oise. L'ancien ministre et trésorier de l'UMP est aujourd'hui mis en examen pour « trafic d'influence » et « recel » dans l'affaire Bettencourt.

tes du candidat, il doit rendre des comptes au nom du président.

Woerth avait pourtant fini par croire que la justice l'oublierait jusqu'à la présidentielle. Écarté du gouvernement il y a deux ans, en pleine tourmente judiciaire, il espérait revenir aux avant-postes de la sarkozie. Depuis son audition par la brigade financière, le 29 juillet 2010, il était sans nouvelles de l'enquête. Les juges de Bordeaux semblaient focalisés sur d'autres volets de l'affaire Bettencourt : les détournements commis par l'entourage de la milliardaire – loin de la piste politique... Autour du chef de l'Etat, personne ne croit que leur revirement soit étranger au calendrier électoral.

« C'est une parenthèse désagréable dans mon parcours politique, confie Eric Woerth au Point. J'espère qu'elle se refermera vite. » L'ancien ■■■

■ ■ ■ ministre ajoute : « On m'oppose des témoignages, des dates, des rapprochements, des constructions intellectuelles ; mais, dans le dossier, il n'y a pas un seul fait matériel qui permette de m'accuser. » De fait, le soupçon de recel qui le vise reste fondé sur les déclarations de l'ex-comptable de Mme Bettencourt. Celle-ci a affirmé avoir été sollicitée, au début de 2007, par l'homme de confiance de la vieille dame, Patrice de Maistre, afin qu'elle lui procure 150 000 euros en espèces qu'il prétendait destinés à Eric Woerth. « Il ne m'a pas précisé pour quelle raison il devait remettre cette somme à M. Woerth, a-t-elle dit aux enquêteurs. Nous étions à quelques mois de l'élection présidentielle. J'en avais déduit, comme M. Woerth était le trésorier de l'UMP, que cette somme devait servir à financer en partie la campagne. »

Indices. Pour l'heure, cette déduction se heurte toujours aux dénégations de Patrice de Maistre et d'Eric Woerth – réitérées par l'ancien ministre le 9 février devant les juges – et à l'absence de preuve formelle. Dans l'ombre, juges et policiers ont cependant accumulé les indices. Ainsi, la comptable a assuré que, n'ayant pu fournir que 50 000 euros à de Maistre, ce dernier lui aurait fait comprendre qu'il puiserait le complément sur les avoirs des Bettencourt à l'étranger – « Ça sert d'avoir des comptes en Suisse », lui aurait-il soufflé. Les recherches se sont donc orientées vers les banques helvétiques et un avocat genevois, René Merkt, a mentionné avoir organisé pour M. et Mme Bettencourt d'« importantes remises de fonds » à partir d'un compte intitulé « Noblesse » à la banque Hyposwiss. Il a précisé n'avoir « jamais eu d'explication sur la destination » des sommes. Durant les premiers mois de 2007, leur total aurait dépassé 1 million d'euros...

Les enquêteurs s'attardent aussi sur une visite impromptue qu'aurait effectuée Nicolas Sarkozy chez les Bettencourt entre les deux tours de l'élection de 2007. Questionné par la police le 9 juillet 2010, un maître d'hôtel a indiqué que le futur chef de l'Etat était « venu une

semaine avant la présidentielle, enfin de matinée, pour une visite de courtoisie d'une dizaine de minutes ». A l'inverse d'autres employés, le témoin a juré n'avoir « jamais eu connaissance de remises d'enveloppes à des politiques », mais il est clair que les juges s'interrogent sur le motif de cet accès de « courtoisie ».

D'insistantes questions ont été posées sur le même sujet à François-Marie Banier, lors de sa mise en examen, le 14 décembre 2011, pour « abus de faiblesse » envers Liliane Bettencourt. Dans ses carnets saisis par la justice, le photographe rapporte, à la date du 26 avril 2007, une confidence attribuée à la vieille dame et qui pourrait correspondre à la fameuse visite du candidat : « De Maistre me dit que Sarkozy demande encore de l'argent. Si je dis oui, comment être sûr qu'il lui donne bien ? »

Visiblement gêné, Banier s'est empressé d'atténuer ses propres écrits : « Ce sont des propos qu'elle m'a tenus, mais je ne sais pas s'ils sont vrais, déclarait-il aux enquêteurs le 16 juillet 2010. Je ne sais pas si, oui ou non, elle a pu donner. Il était très rare qu'elle me parle d'argent. Elle me disait juste que quand on a de l'argent on vous en demande tout le temps. » Face au juge, l'artiste a encore relativisé, jusqu'à supposer que Mme Bettencourt ait « confondu » Nicolas Sarkozy avec... un autre candidat !

Gilbert Thiel juge le président



Le juge tire au gros calibre, un 38 spécial à canon court qu'il porte à la ceinture, côté gauche. A 63 ans, Gilbert Thiel, trente-cinq ans d'affaires financières et de lutte antiterroriste au cadran, défouille dans un livre (1) sur la trentaine de réformes judiciaires « bâclées » de Nicolas Sarkozy, « la demi-douzaine de lois sur la récidive », les « 80 000 décisions non appliquées par an »... La charge fait d'autant plus mal que Thiel n'est pas de gauche. Il le rappelle, tout comme il reconnaît que sa réputation de « juge répressif » « n'est pas

complètement usurpée ». Intransigeant, voire grande gueule, le juge ne s'est jamais encombré de l'obligation de réserve. Un esprit d'indépendance qui lui a valu des rétorsions. Cette figure de la galerie Saint-Eloi, où l'on instruit les affaires de terrorisme, a vu fondre le nombre de dossiers qui lui étaient confiés. « D'une quarantaine de procédures en cours je suis passé en deux ans à une grosse quinzaine. » L'hibernation de l'ours Thiel a pris fin à l'arrivée en 2010 d'un nouveau président au tribunal de grande instance de Paris. « Je paie sans doute mon sarkozysme insuffisamment flamboyant », ironise cet adepte du bon mot ■ C. L.

1. « Derniers jugements avant liquidation, 35 ans dans la magistrature », avec Daniel Carton (Albin Michel, 240 p., 18 €).

Pour en avoir le cœur net, les magistrats de Bordeaux ont demandé – et obtenu – la saisie des comptes de campagne de l'actuel président. Trente-cinq cartons de documents théoriquement accessibles au public, mais dont la Commission nationale des comptes de campagne indique qu'ils sont désormais « indisponibles ». « Nous avons eu une demande, nous y avons satisfait », indique-t-on à la Commission. Personne n'a seulement songé que l'article 67 de la Constitution proscribit pourtant tout « acte d'information, d'instruction ou de poursuite » envers le chef de l'Etat en exercice. Puisque ni la chancellerie ni le parquet n'ont bronché, l'immunité présidentielle a été mise entre parenthèses. « De toute façon, on en est au stade où toute protestation se retournerait contre nous », admet, lucide, un familier du président.

Il est vrai que les relations entre l'Elysée et la magistrature sont au-delà du grand froid. Les juges n'ont pas digéré les multiples sorties présidentielles sur leur prétendu « laxisme » ni la comparaison avec des « petits pois ». Les plaintes à répétition déposées par Nicolas Sarkozy dans les premières années de son mandat ont été vues comme des tentatives de mettre la justice à son service. Les interventions de son conseiller, l'influent Patrick Quart, et les manigances prêtées au procureur Philippe Courroye ont

Ces magistrats qui empêchent le président de dormir...



Isabelle Prévost-Desprez

Présidente de chambre au tribunal de Nanterre, elle instruisait le dossier Bettencourt avant d'en être dessaisie. Elle se dit victime d'une intervention du pouvoir.



Renaud Van Ruymbeke

Le fameux juge d'instruction est la bête noire de l'Elysée, qui a bloqué sa promotion à la cour d'appel. Résultat : il a hérité du volet financier de l'affaire Karachi...



Marc Trévidic

Pilier du pôle antiterroriste, il mène l'enquête sur l'attentat de Karachi. Il a été un héros de la contestation contre le projet de suppression du juge d'instruction.



Philippe Courroye

L'attitude du procureur de Nanterre dans le dossier Bettencourt est contestée et son zèle lui vaut une mise en examen dans l'affaire des fadettes.

contribué à installer l'idée d'une instrumentalisation des procédures. Ces deux magistrats, que le chef de l'Etat a qualifiés d'« amis », sont aujourd'hui dans le viseur : le bureau d'Ouart (au siège de LVMH) a été perquisitionné et Courroye est mis en examen dans l'affaire des fadettes pour atteinte au secret des sources de journalistes du Monde.

Rébellion. La nouveauté vient de ce que la rébellion s'exprime à livre ouvert – parfois au sens propre. Jadis, les magistrats se solidaient à travers leurs syndicats avec ceux de leurs collègues qu'ils voyaient en butte aux intimidations du pouvoir. A présent, ils prennent la parole sans se cacher. Chargé de l'enquête sur l'attentat de Karachi, le juge antiterroriste Marc Trévidic a publiquement qualifié Nicolas Sarkozy de « multirécidiviste » et estimé qu'il serait « temps de lui appliquer la peine plancher ». Il se plaint, depuis, de « pressions » de sa hiérarchie. Renaud Van Ruymbeke et Isabelle Prévost-Desprez, magistrats financiers réputés, ont accepté de figurer dans un livre consacré aux outrances du pouvoir sarkozyste et au titre explicite : « Sarko m'a tué » (1). La seconde, ulcérée (à juste titre) d'avoir été dessaisie du dossier Bettencourt, est allée jusqu'à y évoquer des confidences reçues

hors procédure pour accréditer la remise d'« enveloppes » au chef de l'Etat. Des poursuites disciplinaires ont été engagées par son supérieur, le président du tribunal de Nanterre. Elles ont aussitôt valu à la juge le soutien des syndicats...

Affaibli par ses propres errements dans l'affaire Clearstream – où il s'était laissé abuser par le faux « corbeau » et ses listings truqués –, Van Ruymbeke s'est remis en selle à la faveur de l'enquête sur l'argent de la campagne d'Edouard Balladur en 1995. Depuis qu'il a qualifié de « fable » la thèse d'un lien entre un financement politique occulte et l'attentat de Karachi, Nicolas Sarkozy enrage de voir cette instruction tourner autour de lui.

Si des documents confirment – quoi qu'en ait dit l'Elysée – que le chef de l'Etat, à l'époque ministre du Budget, a pu avaliser le versement de commissions légales sur des ventes d'armes, aucun élément ne l'implique dans le circuit des fonds, ni a fortiori parmi les bénéficiaires des sommes versées (33 millions d'euros). Il n'empêche, la mise en examen de son ex-conseiller Thierry Gaubert a été présentée – à tort, selon l'Elysée – comme celle d'un « proche » ; celle de son ami Nicolas Bazire ne repose, elle, que sur les dépositions accusatoires de l'ex-femme de Gaubert, qui a relaté, elle aussi, des

Si des documents confirment – quoi qu'en ait dit l'Elysée – que le chef de l'Etat, à l'époque ministre du Budget, a pu avaliser le versement de commissions légales sur des ventes d'armes, rien ne l'implique dans le circuit des fonds, ni parmi les bénéficiaires.

remises d'argent entre Genève et Paris. Dans une requête en annulation de la procédure, ses avocats déplorent qu'« une vision partisane pollue le dossier ». Quant à Brice Hortefeux, suspecté de « subornation de témoin » pour avoir alerté Gaubert dont le téléphone était sur écoute, il a bien été entendu, mais non poursuivi.

Pour l'heure, l'instruction bute encore contre la provenance d'environ 12 millions de francs (1,8 million d'euros) en billets de banque déposés sur le compte de la campagne Balladur entre le 18 et le 25 avril 1995. Au Conseil constitutionnel, l'état-major du candidat avait parlé de « dons manuels » de sympathisants et des recettes de la vente de tee-shirts dans les meetings. Devant les juges, plusieurs anciens de la campagne ont évoqué les fonds spéciaux de Matignon, dont Balladur avait alors la maîtrise ; mais son trésorier et son directeur de cabinet s'inscrivent en faux. Si bien que sur ce point les juges semblent dans l'impasse. La convocation de l'ex-Premier ministre, présentée comme « imminente » en début d'année, paraît avoir été repoussée. Désormais engagé dans sa propre campagne, Nicolas Sarkozy devrait éviter pour quelque temps de se laisser photographier à ses côtés ■

1. « Sarko m'a tué », de Gérard Davet et Fabrice Lhomme (Stock).